

LES CHIFFRES DU MOIS



Le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires de l'ONU estime à près de **87 000** le nombre de déplacés dans l'Etat Kachin depuis la reprise des combats

15 ouvriers ont été condamnés à des peines de prison pour avoir participé à une manifestation dénonçant leurs conditions de travail en mai dernier



Les nouvelles violences dans l'Etat d'Arakan auraient provoquées plus de **18 000 déplacés** dont **15 000 rohingyas**



LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

Les Nations Unies appelées à enquêter sur des crimes contre l'humanité. L'Organisation Nationale Kachin (KNO) a appelé les Nations Unies à enquêter sur des crimes contre l'humanité dans l'État Kachin à travers un communiqué de presse, demandant la comparution du Président Htin Kyaw, du chef de l'État-major Min Aung Hlaing et d'Aung San Suu Kyi devant la Cour Pénale Internationale. Elle dénonce également les attaques de l'armée alors même que se tenait la Conférence de Panglong, qui ont traumatisé des civils dans les camps de déplacés internes.

Inquiétudes concernant les restrictions humanitaires. Neuf ONG travaillant dans l'État Kachin ont exprimé leurs préoccupations concernant les restrictions de l'armée à l'acheminement de l'aide alimentaire. Depuis 17 ans, le conflit dans le nord de la Birmanie aurait provoqué le déplacement de quelque 120 000 personnes.

Les combats s'intensifient en Birmanie au cours du mois d'octobre.

Dans l'État Kachin, les combats se poursuivent de manière inquiétante. L'Organisation Indépendante Kachin (KIO) a dénoncé de nombreux raids aériens et l'utilisation d'artillerie lourde de la part de l'armée.

Dans l'État Shan, les conflits se sont accentués entre l'armée et l'Armée Shan du Nord, ainsi qu'avec l'Armée Shan du Sud. Il semblerait que l'armée se soit par la suite partiellement retirée. Un site de presse birmane a confirmé qu'il y a le chiffre de 2000 déplacés dans le village de Donglao. Dans le Nord-Est, l'armée Ta'ang et l'armée birmane se sont à nouveau affrontées.



L'UNFC a condamné les agressions de l'armée dans les Etats Shan et Kachin, et demande l'arrêt complet des hostilités afin que les négociations de paix puissent se dérouler correctement.

Il y aurait eu des combats le 19 octobre entre la Democratic Karen Benevolent Army (DKBA) et des gardes-frontières à Kawkareik. La DKBA a annoncé quatre morts de leur côté pendant une attaque.

Des tensions apparaissent entre les Wa et les Mongla. Un convoi de 600 soldats de l'armée Wa serait entré sur le territoire Mongla au début du mois d'octobre pour s'emparer de deux postes-frontières et emprisonner 150 soldats Mongla avant de les relâcher quelques jours plus tard. L'armée a demandé aux Wa de se retirer car ils menaceraient la stabilité du nord de l'État Shan. Le secrétaire de l'armée Wa évoque tout d'abord qu'il n'y aurait pas eu de combats, puis annonce que la présence des combattants en territoire Mongla était un « simple exercice militaire ». Ces nouveaux affrontements entre groupes ethniques armés sont inquiétants car l'armée birmane les utilisent afin de légitimer leur présence.

Une pétition demande l'arrêt des combats. Cette pétition signée par de nombreux députés a été adressée à Aung San Suu Kyi, au Commandant en chef des forces armées Min Aung Hlaing, aux présidents des chambres du Parlement et au comité pour la mise en œuvre de la paix interne. Elle demande l'arrêt immédiat des combats entre l'armée et les groupes ethniques armés.

Processus de paix. La conseillère d'État Aung San Suu Kyi a appelé les groupes ethniques armés non signataires de l'Accord National de Cessez-le-feu à le signer s'ils souhaitent participer à la prochaine conférence de Panglong prévue en février 2017. Il semble qu'une fois de plus, Aung San Suu Kyi cède à la volonté des militaires et que ces négociations de paix ne seront pas inclusives. Sur plus de 20 groupes ethniques armés en Birmanie, seulement huit ont signé l'Accord National de Cessez-le-feu.



Opposition au barrage Myistone. Les organisations de la société civile continuent de s'opposer au projet de barrage Myistone sur la rivière Irrawady. Une rencontre a été organisée dans la capitale de l'État Kachin Myitkyina et a réuni plus de 100 personnes, qui ont partagé leurs inquiétudes et exprimé leur soutien à l'opposition au projet Myistone. Ce projet a été suspendu en 2011 suite à de fortes mobilisations. S'il reprend tel qu'il est planifié, 90 % de l'électricité sera à destination de la Chine alors que les populations locales risquent de leur côté des inondations et des dégradations

environnementales. Une pétition a été lancée en ligne contre le projet Myistone et a pour le moment recueilli plus de 3500 signatures. Une commission doit rendre mi-novembre un rapport initial sur plusieurs projets de barrages prévus sur la rivière Irrawady, dont Myistone.

Le retour de réfugiés birmans. Le gouvernement de l'État Karen a arrangé le retour en Birmanie de 96 réfugiés birmans qui ont vécu dans des camps thaïlandais. Les gouvernements thaïlandais et birmans coopèrent afin d'organiser le retour de réfugiés birmans. Plus de 93 000 réfugiés vivent dans 7 camps Karen du côté thaïlandais de la frontière.

Dans l'État Karen, 70 % de la population vit de ses terres. L'ONG Human Rights Watch rappelle dans son rapport « The Farmers become the criminals » que 2056 cas de confiscations de terres ont été soumis au comité central par les parlements régionaux. D'autre part, la valeur de ces terres a fortement augmenté depuis la stabilisation de la région. Elles sont aujourd'hui convoitées par les investisseurs. L'accaparement des terres reste un problème majeur en Birmanie.



LES FOCUS DU MOIS**LES VIOLENCES À L'ÉGARD DES ROHINGYAS PERDURENT DANS L'ÉTAT D'ARAKAN**

La situation dans l'État d'Arakan ne cesse de s'envenimer. Les témoignages se multiplient pour dénoncer les exactions de la Tatmadaw, l'armée birmane. Les activistes Rohingyas accusent les autorités de viser spécifiquement leur ethnie, pillant et brûlant villages et maisons, et évoquent également des viols. Plusieurs sources font état d'exécutions extrajudiciaires de Rohingyas, les forces de sécurité ayant été vues « tirer sur tout ce qui bouge, notamment contre les pêcheurs osant se risquer à sortir de leurs hameaux ». Les femmes sont particulièrement ciblées par l'armée. Chris Lewa, directrice de l'ONG Arakan Project, estime selon les témoignages qu'elle a pu recouper qu' « une trentaine de femmes ont été violées dans le village d'U Shey Kya ».



La zone nord de l'État d'Arakan, interdite d'accès aux autorités du gouvernement civil, aux médias locaux et internationaux, ainsi qu'aux ONG humanitaire, ne permet pas d'obtenir des chiffres fiables. On parle aujourd'hui de 18 000 personnes déplacées, dont 13 000 seraient Rohingyas, mais les organisations Rohingyas estiment qu'il s'agit de chiffres sous-estimés. Plus de 50 000 personnes ciblées par l'assistance alimentaire du Programme Alimentaire Mondial ne la reçoivent plus depuis près de 3 semaines. Alors que les populations Rohingyas de Birmanie sont privées de leur liberté de mouvement, il devient aujourd'hui difficile de survivre face à une telle situation. L'ONU estime que 50 000 à 70 000 personnes sont actuellement dans une situation humanitaire précaire, le besoin de nourriture étant urgent.

Depuis 9 octobre, l'armée birmane s'est lancée dans une vaste opération de « ratissage sécuritaire » afin de retrouver les responsables des attaques contre des postes frontières qui avaient fait neuf morts parmi les garde-frontières birmans et quatre chez les militaires. Un groupe jusqu'ici inconnu et possiblement lié à la

sphère djihadiste, « Aqa Lul Mujahidin » a revendiqué les attaques. Une trentaine d'attaquants supposés auraient été tués par les forces de l'ordre et des dizaines de suspects auraient été arrêtés.

Si les responsables de ces actes doivent être punis, les autorités se doivent de réaliser une enquête selon la loi pour déterminer qui sont les coupables des attaques du 9 octobre. L'armée ne doit en aucun cas violer les droits humains de milliers de personnes vivant dans l'État Arakan et mener des actes de répression envers la majorité musulmane Rohingya de cet État. Le Myanmar Times rappelle également que « les arrestations doivent se faire dans le respect des normes internationales ».

La situation actuelle fait redouter de nouvelles violences comme en 2012, lors desquelles des centaines de personnes de religion musulmane avaient trouvées la mort et 140 000 avaient été déplacées. Si la société civile était consciente de la tâche difficile de la Ligue Nationale pour la Démocratie qui doit composer avec les militaires, les organisations n'imaginaient pas que les exactions de la part de l'armée s'intensifieraient à ce point et que l'accès humanitaire serait restreint. C'est la première fois depuis plusieurs années qu'il n'est plus du tout possible d'acheminer l'aide humanitaires dans les zones non gouvernementales, ce qui prouve que le gouvernement civil n'a aucun pouvoir décisionnel à ce niveau. Le Myanmar Times estime ainsi qu'« il est devenu indéniable que ceux qui ont cru, dans la communauté internationale, que la Birmanie marchait vers la démocratie se sont trompés. Le pays reste gouverné par un régime militaire et l'armée n'a aucun mal à le montrer. »

Un an après la victoire de la LND aux législatives de novembre 2015, les marges de manœuvre du gouvernement civil semblent insignifiantes et celui-ci est loin de dénoncer la situation dans l'Arakan afin de ne pas froisser les militaires, dans un objectif de réconciliation nationale avec les anciens dirigeants. En réponse à l'appel de l'ONU qui avait demandé à ce que des « enquêtes appropriées » soient menées, le porte-parole du gouvernement vient en effet de déclarer que le gouvernement n'avait « rien fait d'illégal ». En refusant d'admettre et de condamner les exactions de l'armée, le gouvernement met pourtant en danger la vie de milliers de personnes et permet à l'armée de profiter de cette crise pour légitimer sa présence dans l'État d'Arakan, ce qui fragilise la transition démocratique en cours.

Les discriminations perpétuelles envers les musulmans de Birmanie représentent un terreau important de radicalisation terroriste. La situation est dangereuse car si la LND reste silencieuse et nie les exactions de l'armée, c'est aussi la porte ouverte pour la Tatmadaw à commettre de nombreux abus sous couvert de contrer le terrorisme.

AUNG SAN SUU KYI DOIT FAIRE PASSER LES INTÉRÊTS DU PEUPLE BIRMAN AVANT CEUX DES INVESTISSEURS

En novembre dernier, les premières élections générales libres se sont déroulées après des décennies de dictature. Le parti d'Aung San Suu Kyi, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND), a remporté 78% des voix.

La transition démocratique est en cours, mais le défi est de taille. La Birmanie a vu une nette amélioration des lois de création d'association et de rassemblements pacifiques, mais des évolutions profondes sont encore nécessaires. Cela a néanmoins permis à la société civile birmane de formaliser sa présence et d'être reconnue en tant que telle.

Récemment, de nombreuses associations se sont mobilisées, notamment via les médias birmans, contre l'impact des projets économiques sur les communautés locales et sur l'environnement.

Plusieurs associations Karens de protection de l'environnement et des droits humains ont par exemple publié un rapport sur un gigantesque projet d'autoroute devant relier Bangkok à Rangoun, la capitale économique du pays, puis à Dawei, ville proche d'un important port en construction. Il s'agit d'un tronçon du corridor économique Est-Ouest qui devrait relier le Vietnam et l'Inde. Le projet, présenté comme bénéfique aux populations locales, a été approuvé sans aucune consultation de celles-ci. Les associations auteures de ce rapport dénoncent les impacts sociaux environnementaux du projet. Elles rappellent les déplacements de populations – des villages entiers – qui ont lieu pour sa mise en place et l'accaparement de terres de nombreux paysans – spoliations totales ou ventes au rabais. Elles dénoncent l'intensification des conflits armés en raison de ce projet. En effet, l'autoroute prévoit de traverser une partie de l'État Karen, alors même que cet Etat revendique son autonomie et qu'une partie du territoire est sous le contrôle de différents groupes armés Karen. Bien que la plupart de ces groupes a signé l'accord de cessez-le-feu avec le gouvernement en 2015, les combats continuent dans certaines zones. Elles évoquent également les problèmes environnementaux résultants des chantiers de l'autoroute ainsi que la contamination de l'eau potable dans de nombreux villages.



Ce projet est loin d'être un cas unique. Huit projets signés sous la junte militaire doivent voir le jour dans les Etats Kachin, Shan, Karen et Mon, et la direction économique prise par le nouveau gouvernement en promet d'autres. Dans la plupart des cas, les Études d'Impacts Environnementales n'ont pas été réalisées ou ne sont pas conformes aux normes internationales. Les impacts socio-environnementaux seront pourtant considérables dans la plupart des cas.

Pour répondre aux mobilisations de la société civile contre les projets économiques, la Banque Mondiale avait mis en place un projet de responsabilisation des communautés locales en 2012. L'objectif était d'améliorer leurs capacités à identifier les besoins d'investissements les plus urgents au niveau des infrastructures (routes, ponts, cliniques, écoles...). Ce programme concerne aujourd'hui 62 communes pour un budget total de 540 millions de dollars. Cependant, l'Association de surveillance des activités des institutions financières internationales a remis en question l'efficacité du processus, la juste utilisation des fonds et le manque de considération des besoins des différentes communautés locales qui ne se sont pas suffisamment formées ni informées. D'autre part, les autorités ont souvent fait pression sur les organisations de la société civile, ce qui illustre le manque de transparence et de contrôle dans la conception même du projet.

Le nouveau gouvernement birman affiche clairement sa volonté d'ouverture économique à travers de nouvelles lois facilitant l'investissement étranger, et la levée des sanctions économiques des Etats-Unis, le retrait de la résolution sur les droits de l'Homme de l'Union Européenne et la négociation d'accords bilatéraux vont dans ce sens. Les entreprises étrangères risquent d'arriver massivement dans le pays alors qu'il n'existe aucun cadre de protection de droits humains et environnementaux.

Les amendements des lois répressives utilisées par la junte militaire pour arrêter les activistes ne sont pas suffisants, des réformes profondes doivent être mises en place en Birmanie. Le gouvernement doit cesser de privilégier le développement économique au détriment des droits humains et il doit oeuvrer pour son peuple avant d'agir pour les investisseurs étrangers.